



**MINISTÈRE
CHARGÉ DE LA MER
ET DE LA PÊCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale des affaires maritimes,
de la pêche et de l'aquaculture**

Marché de tierce maintenance applicative (TMA)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Numéro de consultation : DGAMPA-NUM-2025-05-TMA

Procédure de passation : procédure formalisée – appel d'offres ouvert

Historique des versions du document

Version	Date	Commentaire
0.1	30/05/2025	Version initiale
0.2	24/06/2025	Relecture et correction
0.3	30/08/2025	Relecture et correction
0.4	23/09/2025	Consolidation
1.0	08/10/2025	Version finale

Affaire suivie par

Patrick BARUSSEAU – SDTNUM/DGAMPA
Tél. : +33 2 99 19 60 43
Courriel : patrick.barusseau@mer.gouv.fr

Rédacteur

Patrick BARUSSEAU – SDTNUM/BPN

Relecteur

Arnaud Morel – SDTNUM/BPN

Alexandra MENIS – SDTNUM /CPBG

Table des matières

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1.1 Identification	5
1.1.1 Acheteur	5
1.1.2 Titulaire	5
1.2 Contexte du marché	5
1.3 Objet du marché	6
1.4 Type de marché.....	6
1.5 Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)	6
Article 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
2.1 Procédure de passation.....	6
2.2 Allotissement	6
2.3 Forme du marché	6
Article 3 - DUREE DE L'ACCORD CADRE.....	6
3.1 Cadre général	6
3.2 Reconduction du marché.....	7
Article 4 - LIEUX D'EXECUTION.....	7
Article 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
Article 6 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
6.1 Représentation des parties.....	8
6.1.1 Représentation de l'acheteur	8
6.1.2 Représentation du titulaire.....	8
6.1.3 Mise en place de l'équipe technique	8
6.1.4 Remplacement des intervenants	8
6.2 Echanges dématérialisés	9
6.3 Délais d'exécution des prestations	9
6.4 Emission et exécution des bons de commande	9
6.5 Annulation d'un bon de commande	10
6.6 Obligations du titulaire	11
6.6.1 Obligation de conseil	11
6.6.2 Obligation d'information.....	11
6.6.3 Obligation de confidentialité	11
6.6.4 Responsabilité civile professionnelle.....	11
6.6.5 Autres obligations administratives	11
6.6.6 Mesures de sécurité	12
6.7 Constations de l'exécution des prestations	12

6.7.1 Contrôle	12
6.7.2 Opérations de vérification	12
6.7.3 Décisions après vérification	12
6.8 Dispositifs de garanties	12
6.9 Considérations sociales.....	13
6.10 Considérations environnementale.....	13
6.11 Traitement de données à caractère personnel	13
6.12 Clauses de réexamen.....	14
6.13 Pénalités.....	14
6.13.1 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations	14
6.13.2 Pénalités liées au turn-over	14
Article 7 - REGIME FINANCIER.....	15
7.1 Nature des prix	15
7.2 Forme et contenu des prix.....	15
7.3 Variation des prix.....	15
7.4 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes	16
7.4.1 Avances	16
7.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)	16
7.5 Intérêts moratoires.....	16
7.6 Modalités de facturation	17
7.6.1 Mentions obligatoires.....	17
7.6.2 Transmission des factures.....	17
7.6.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	18
7.6.4 Monnaie	18
Article 8 – REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	18
8.1 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats	18
8.2 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures.....	19
8.3 Modifications des résultats	20
8.4 Publication des résultats de la prestation.....	20
8.5 Droits du titulaire.....	20
8.6 Droits d’auteurs, Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire.....	20
8.7 Protection des droits de l’acheteur	21
8.8 Garanties contre les revendications des tiers	21
8.9 Obligations de confidentialité	21
8.10 Prix de la concession / cession des droits.....	21
Article 9 – SOUS-TRAITANCE	21
Article 10 - RESILIATION	22
Article 11 – DISPOSITIONS DIVERSES.....	22
11.1 Langue.....	22

11.2 Autres obligations administratives	22
Article 12 - DIFFERENDS ET LITIGES	23
12.1 Différends	23
12.2 Litiges et contentieux	23
Article 13 - DEROGATIONS	23

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Identification

1.1.1 Acheteur

Pouvoir adjudicateur	
Désignation du pouvoir adjudicateur	Direction Générale des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture (DGAMPA)
Adresse du pouvoir adjudicateur	Tour Séquoia – 1 place Carpeaux 92055 La Défense Cedex
Personne représentant l'acheteur	Directeur Général des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture ou Son représentant
Suivi de l'exécution du marché et personnes habilitées à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-59 à R.2191-62 du Code de la Commande publique	La direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture, représentée par le chef du bureau gestion et commande publique ou son représentant
Courriel	gcpachat@mer.gouv.fr

1.1.2 Titulaire

Le titulaire, au sens de l'article 2 du CCAG-TIC, est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. Il est désigné dans l'acte d'engagement (AE).

1.2 Contexte du marché

Le bénéficiaire de ce marché est la Sous-Direction de la Transformation Numérique (SDTNUM) de la Direction générale des affaires maritimes de la pêche et l'aquaculture (DGAMPA) dénommée Personne Publique dans la suite du document.

En tant que maître d'œuvre, la Personne Publique souhaite recourir à une assistance externe pour la maintenance préventive, corrective et évolutive des produits numériques dont elle a la charge pour le

compte de ses services. Les technologies utilisées pour réaliser ces produits sont précisées en annexe 3 du CCTP.

Les produits sont développés et maintenus selon des méthodes cycle en V, en méthode agile ou mode produit (mode agile avec pilotage par l'impact). Le modèle opérationnel agile est décrit en annexe 4 du CCTP.

Ce document constitue le CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES (CCAP) de ce présent marché.

1.3 Objet du marché

Le présent accord-cadre vise à procurer aux bénéficiaires un support contractuel leur permettant d'accéder à des prestations de tierce maintenance applicative (TMA) pour la maintenance préventive, corrective et évolutive de ses produits numériques.

1.4 Type de marché

Le présent marché est un marché de services. Ce marché se réfère aux cahiers des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication services (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, paru au JO du 1er avril 2021.

1.5 Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)

Code(s) CPV de la consultation :

- Code CPV principal : 72600000 - Services d'assistance et de conseils informatiques
- Code CPV secondaire : 72610000 - Services d'assistance informatique

Article 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Procédure de passation

Le marché est passé selon la procédure formalisée, **appel d'offres ouvert** en application des articles R.2124-1, 1° du R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

2.2 Allotissement

Le marché n'est pas alloti. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

2.3 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens des articles R.2162-2, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Il est conclu à prix unitaires conformément à l'article R.2112-6-1 du code de la commande publique et tels que mentionnés dans le bordereau des prix unitaires, annexe à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R.2162-4 du code de la commande publique, le présent accord-cadre mono-attributaire, exécuté par bons de commandes, est conclu sans minimum et avec un maximum sur la durée totale du marché de : 20 000 000,00 € TTC.

Article 3 - DUREE DE L'ACCORD CADRE

3.1 Cadre général

Le marché est conclu pour une durée de deux (2) ans ferme. Il est renouvelable deux (2) fois pour une durée d'un (1) an. Sa durée maximale ne peut excéder quatre (4) ans.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard six (6) mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La durée du marché court à compter de sa date de notification.

3.2 Reconduction du marché

Le marché n'est pas reconductible.

Article 4 - LIEUX D'EXECUTION

Les prestations seront localisées en France voire dans l'Union Européenne.

Elles seront réalisées :

- Soit dans les locaux du Titulaire et dans ce cas elles tiendront compte des contraintes suivantes :
 - o Impératifs de sécurité (sécurité du réseau, confidentialité due par les intervenants, sécurité des accès physiques aux locaux) ;
 - o Capacité que doit avoir à tout moment l'acheteur à effectuer des audits sur place, afin de s'assurer du respect des normes, règles et exigences qui s'imposent au titulaire ;
 - o Garantie de continuité de service.

En outre, les locaux du Titulaire dans lesquels seront réalisées les prestations du marché devront se situer à une distance des locaux de l'acheteur, y compris ceux situés hors Île de France, pour permettre l'aller-retour dans la journée.

- Soit dans les locaux de l'acheteur avec mention expresse dans le bon de commande. Dans ce cas, les règles de fonctionnement définies par l'acheteur pour ses agents (temps de pause méridienne, plages horaires fixes du matin et de l'après-midi, présence sur site interdite lors des jours de fermeture des sites, gestes barrières obligatoires pendant les crises sanitaires...) s'appliqueront aussi aux collaborateurs du Titulaire.

Cette notion de lieu de réalisation doit être entendue sur les plans contractuels et organisationnels. En pratique, le collaborateur du Titulaire pourra également assurer sa mission physiquement, en mode télétravail, sous réserve de l'accord de l'acheteur.

Dans le cas où l'intervenant du titulaire, validé par l'acheteur, doit se rendre sur un site de l'acheteur, différent du lieu de travail habituel convenu de l'intervenant, il sera possible de dédommager les frais encourus par le déplacement avec les unités d'œuvre de prise en charge de déplacement UO_DEPL et UO_NUITEE.

Article 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement du marché et l'annexe 1 qui se présente sous la forme d'un tableur composé des 4 onglets suivants :
 - o Annexe n°1.1 : Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
 - o Annexe n°1.2 : Taux journalier moyen par profil (TJM) ;
 - o Annexe n°1.3 : Répartition de la charge des unités d'œuvre par profil ;
 - o Annexe n°1.4 : Taux de portage.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières du marché (CCTP) et ses annexes :

- Annexe n°1 : Description des unités d'œuvre et profils ;
- Annexe n°2 : Matrice de complexité ;
- Annexe n°3 : Liste des produits numériques en TMA et technologies utilisées ;
- Annexe n°4 : Modèle opérationnel agile.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-TIC, la notification du marché ne comprend que la copie de l'acte d'engagement et de ses annexes financières.

Article 6 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Représentation des parties

6.1.1 Représentation de l'acheteur

L'acheteur est représenté par Monsieur le directeur général des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture ou son représentant.

Le suivi de l'exécution globale du marché est assuré par le chef du bureau gestion et commande publique ou son représentant.

L'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations est le bureau des produits numériques (BPN) de la sous-direction de la transformation numérique (SDTNUM) de la direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA).

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

6.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché public.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-TIC, dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

En cas de modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire (ex : changement de personnes ayant de pouvoir d'engager la société, raison ou siège sociaux, coordonnées bancaires...) et pouvant influencer sur le déroulement du marché, le titulaire est tenu d'en informer l'acheteur sans délai.

6.1.3 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché public, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre technique.

6.1.4 Remplacement des intervenants

Le remplacement des intervenants est encadré par les dispositions du CCAG en vigueur.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

6.2 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

6.3 Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution sont fixés dans le bon de commande notifié au titulaire. Le point de départ du délai d'exécution des prestations court à compter de la notification du bon de commande ou, si cela y est expressément indiqué, à compter de la date figurant dans le bon de commande.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Le respect des délais de livraison est constaté à la réception du matériel par l'inscription de la date de réception et des observations éventuelles sur le bon de livraison ; celui-ci tiendra lieu de certificat du service fait pour la mise en paiement des sommes dues.

Si besoin, le représentant du bureau du contrôle des pêches indiquera au titulaire les services qui devront être livrés de manière prioritaire.

6.4 Emission et exécution des bons de commande

Lorsque l'acheteur souhaite commander une prestation, il convoque le titulaire pour lui exprimer le besoin. Le Titulaire fait une proposition de commande qui spécifie le profil et la séniorité de chaque intervenant pressenti, ainsi que leurs charges, les livrables prévus et la durée nécessaire à l'exécution de la commande.

Après discussion entre les parties, l'acheteur émet la commande qui reprend les termes de l'échange, en utilisant les unités d'œuvre du présent marché.

Le bon de commande précisant le n° d'engagement juridique est notifié par mail au titulaire qui en accuse réception par retour de mail.

Une commande comprend toujours :

- L'objet de la commande ;
- Un cahier des charges avec la liste des prestations à effectuer (et avec la liste des entrants et des livrables) ;
- Le calendrier prévisionnel de livraison et de fin de validation pour un livrable documentaire ;
- Le calendrier prévisionnel de livraison, de réception, de fin de vérification d'aptitude (VA) et de fin de validation en service régulier (VSR) pour un livrable logiciel ;
- Le montant de la commande ;
- Le lieu de la prestation (dans ou hors locaux de l'Administration).

La commande est matérialisée par l'émission d'un bon de commande à destination du Titulaire qui déclenche le démarrage de la prestation.

Le démarrage des prestations est contractuellement lié à la date de réception de la commande par le Titulaire. Le calendrier prévisionnel peut donc être réajusté en fonction de cette date et de contraintes opérationnelles qui apparaîtraient au fil de l'eau.

L'acheteur calcule le montant de la commande en fonction du nombre et du prix des unités d'œuvre (UO) nécessaires à la réalisation des prestations attendues, le prix de ces unités d'œuvre étant fixé dans le bordereau des prix unitaires (BPU). Il est possible de commander des fractions d'unités d'œuvre.

En fonction du volume des prestations à réaliser dans le laps de temps imparti, des profils des intervenants, de leurs séniorités, de leurs charges de travail (j.h) et de leurs TJM forfaitaires, les commandes peuvent nécessiter un échange préalable avant émission.

Les bons de commande sont notifiés par messagerie électronique.

Le titulaire accuse réception des bons de commande par messagerie électronique.

Par dérogation aux stipulations de l'article 3.7 du CCAG-TIC, au cas où le titulaire n'accepte pas une ou plusieurs des indications portées sur le bon de commande, il dispose d'un délai de sept (7) jours pour signifier son désaccord par tout moyen permettant d'en déterminer date certaine, ce délai partant de la date de réception du bon de commande. A défaut, la commande est réputée acceptée.

Chaque bon de commande indique nécessairement :

- La date d'émission,
- Les références du marché,
- Le nom et l'adresse du titulaire,
- Le numéro et la référence de la commande,
- Les unités commandées, en référence au bordereau des prix,
- Les quantités commandées,
- Le prix unitaire hors taxes, en référence au bordereau des prix,
- Le montant total hors taxe de la commande,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total de la commande toutes taxes comprises,
- Les délais prévisionnels de livraison,
- L'adresse complète ou les adresses complètes d'exécution des prestations,
- L'adresse de facturation,
- La signature de la personne habilitée.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard six (6) mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

6.5 Annulation d'un bon de commande

L'acheteur peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution. L'annulation d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Cependant l'acheteur doit régler les dépenses que le titulaire a éventuellement engagées en vue de l'exécution du bon de commande initial. Le Titulaire appuie alors sa demande de paiement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations.

L'annulation d'un bon de commande est notifiée au titulaire par écrit.

6.6 Obligations du titulaire

6.6.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

6.6.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

6.6.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace. La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

6.6.4 Responsabilité civile professionnelle

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire justifie être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

6.6.5 Autres obligations administratives

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire par messagerie électronique.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

6.6.6 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

6.7 Constatations de l'exécution des prestations

6.7.1 Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence et conformément aux modalités décrites dans l'article 4 du CCTP.

6.7.2 Opérations de vérification

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence et conformément aux modalités décrites dans l'article 4 du CCTP.

6.7.3 Décisions après vérification

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et conformément aux modalités décrites dans l'article 4 du CCTP notamment pour ce qui concerne l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations. Concernant plus particulièrement les anomalies d'un projet, les pénalités sont prévues à l'article 5.3 du CCTP.

6.8 Dispositifs de garanties

Par dérogation à l'article 46.4.2 du CCAG/TIC, il est prévu une garantie sur les livrables logiciels, le délai de garantie démarrant à la fin de la VSR, pour une durée de 3 mois.

La garantie d'applique aux unités d'œuvre de développement :

- Réalisation des composants (UO_REA) ;
- Reprise et mise en qualité des données (UO_REPRISE) ;
- Maintenance adaptative (UO_MJCA, UO_MCA, UO_MBD).

Pour l'UO Itération de développement (UO_IT), le mécanisme de garantie est décrit dans l'unité d'œuvre à l'annexe 1 du CCTP.

Durant les périodes de garantie, la correction de toute anomalie est à la charge du titulaire et doit être réalisée selon les niveaux de service attendus dans ce marché.

Cette obligation est subordonnée aux conditions suivantes :

- 1) L'anomalie doit consister en un défaut de fonctionnement par rapport aux spécifications approuvées ou une régression par rapport à des fonctionnalités antérieures ;

- 2) L'anomalie doit être signalée au titulaire dès sa survenance et être correctement décrite ;
- 3) L'anomalie doit pouvoir être reproduite ou à défaut être décrite avec suffisamment de précision par le pouvoir adjudicateur ;
- 4) Les dispositifs en cause ne doivent pas avoir été modifiés par le pouvoir adjudicateur depuis la date de la vérification de service régulier.

6.9 Considérations sociales

L'accord-cadre ne comporte pas de clauses sociales.

6.10 Considérations environnementale

L'accord-cadre ne comporte pas de clauses environnementales.

6.11 Traitement de données à caractère personnel

Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant

La Direction des achats de l'Etat du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO)

La Direction des achats de l'Etat,

Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Coordonnées du délégué à la protection des données

le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

6.12 Clauses de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent marché introduit une clause de réexamen qui peut être invoquée tout au long de la vie du marché notamment :

- en cas de circonstances imprévues ou imprévisibles
- en cas de nouveau titulaire se substituant au titulaire initial du marché
- en cas de modifications non substantielles
- en cas de modification de faibles montants
- en cas de services supplémentaires devenus nécessaires.

Les modifications sont strictement liées à l'objet du marché et font l'objet d'un avenant.

6.13 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte constituant la demande de paiement du solde.

Les pénalités définies à l'annexe 1 du CCTP pour certaines Unités d'œuvres (UO) s'appliquent en premier lieu. En revanche si aucune pénalité n'est définie pour certaines UO, ce sont les pénalités générales indiquées aux articles 6.13.1 et 6.13.2 du présent CCAP qui s'appliquent.

6.13.1 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 3\,000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du bon de commande.

6.13.2 Pénalités liées au turn-over

Les pénalités applicables dans le cadre du *turn-over* dont les modalités de gestion sont régies par l'article 4.10 du CCTP sont calculées pour le non-respect des exigences de mise en place des moyens :

- Pénalité de retard pour dépassement du délai de prévenance en cas de départ d'un intervenant : forfait de 100 € HT par jour ouvré de dépassement, plafonnée à 3 000 € HT.
- Pénalité de retard pour dépassement du délai de fourniture du (des) CV : forfait de 100 € HT par jour ouvré de dépassement, plafonnée à 3 000 € HT.
- Pénalité faisant suite à deux échecs successifs pour le remplacement d'une ressource : forfait de 1000 € HT.

Les pénalités et les réfections sont calculées par l'acheteur. Elles sont applicables sans préavis.

Article 7 - REGIME FINANCIER

7.1 Nature des prix

En application de l'article R.2112-6-1 du code de la commande publique, le marché est à prix unitaires.

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

7.2 Forme et contenu des prix

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-TIC, les prix sont révisables.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais incluant taxes et sujétions liés à la bonne exécution des prestations, y compris et sans que cette liste ne soit exhaustive : les frais de déplacement, d'hébergement, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre, les réunions (préparation, participation et comptes rendus), la rédaction des livrables et toutes sujétions afférentes.

Les prix mentionnés correspondent au parfait achèvement des prestations mentionnées dans le CCTP, prestations qui ne sauraient donc donner lieu à une facturation supplémentaire.

7.3 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire. Ils sont révisables.

Les prix du marché sont mentionnés dans le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

A l'initiative du titulaire, ces prix peuvent être révisés chaque année à la date anniversaire du marché selon l'indice SYNTEC révisé qui peut être obtenu sur le site Internet de la Fédération Syntec¹.

La formule de révision est la suivante :

$$P1 = P0 \times \frac{S1}{S0}$$

Où : P1 = prix révisé

P0 = prix de l'offre pour la première révision ou dernier prix révisé

S0 = dernier indice SYNTEC publié

S1 = dernier indice SYNTEC publié à la date de révision.

¹ Lien en vigueur au moment de la rédaction du marché : <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

7.4 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes

7.4.1 Avances

Le taux de l'avance est de 10% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché public.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

7.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Le comptable assignataire compétent est :

Le comptable ministériel
Grande Arche de la Défense
Paroi Sud
92 055 - LA DÉFENSE Cedex

7.5 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

7.6 Modalités de facturation

Les prestations font l'objet d'un règlement partiel définitif.

Principe

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après la réception des prestations, sur constatation du service fait par l'acheteur.

Modalités

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

7.6.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La référence et l'objet du marché ;
- La référence de l'engagement juridique Chorus correspondant à la commande ;
- Le code SIRET de l'État : **11000201100044** ;
- Le code d'identification du Service Exécutant (code SE) qui traite les factures : **FAC9450075**
- Une description sommaire des prestations effectuées ;
- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations ou travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations ou travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant de l'avance éventuellement versée ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, la répartition du montant entre les cotraitants et les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

7.6.2 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

a) Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

- Par transfert de fichier (en mode EDI – Échange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs.

L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

- En utilisant des web services (en mode API – Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins :

- Soit de déposer ses factures sur le portail ;
- Soit de saisir directement ses factures.

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet aux adresses ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

et

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1>, rubrique « Nous contacter »

7.6.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi du fait du retard pris dans l'exécution des obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA. Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'auto-liquidation de la TVA,

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France doit faire apparaître sur ses demandes de règlement que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

7.6.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Article 8 – REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

8.1 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats

Par dérogation à l'article 46.2 du CCAG-TIC, et à compter de la notification de la décision d'admission des prestations, le marché public emporte concession au bénéfice de l'acheteur des droits ci-après décrits sur les résultats du marché, que ceux-ci soient protégés ou non au titre d'un droit de propriété littéraire et artistique ou par un droit de propriété industrielle relatif à des inventions et connaissances techniques.

Les résultats concernés sont listés en annexe au présent marché.

L'acheteur peut exercer ses droits pour ses besoins propres et ceux de tiers retenus ultérieurement avec l'accord du titulaire.

Pour la satisfaction de ces besoins, l'acheteur et les tiers visés ont le droit :

- De faire usage des résultats sans limitation de durée quels que soient les sites et les configurations concernés ;
- D'intégrer ou de faire intégrer tout ou partie des résultats dans un ensemble d'éléments logiciels d'origines diverses ;
- D'évaluer ou de faire évaluer les résultats ;
- D'accéder en permanence à tous les éléments nécessaires à la génération des résultats, notamment références de la machine de production, logiciels de base associés, dossier d'analyse (définition et justification), codes exécutables, code source ;
- De dupliquer ou de faire dupliquer les résultats sans limitation de durée ni du nombre d'exemplaires quels que soient les sites et les configurations concernés ;
- De modifier ou de faire modifier les résultats.

Pour faire exercer ces droits par un tiers, l'acheteur est tenu d'obtenir l'accord préalable du titulaire.

L'acheteur peut, après avoir obtenu l'accord du titulaire, communiquer les résultats des prestations aux exécutants qu'il consulte ou auxquels il confie l'intégration, la duplication ou la modification, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché à condition qu'ils soient nécessaires à ladite consultation, intégration, duplication ou modification.

L'acheteur s'engage à imposer aux exécutants de tenir confidentiels les résultats communiqués et à leur préciser que cette communication ne constitue pas une divulgation au regard de la législation sur les brevets.

8.2 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures

Le régime des connaissances antérieures du titulaire ou des tiers est prévu aux articles 44 et 45 du CCAG-TIC.

Conformément à l'article 44.2 du CCAG-TIC, les connaissances antérieures ou les connaissances antérieures standards que le titulaire envisage d'utiliser, à la date de notification du présent marché, sont listés en annexe au présent marché. Avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue par ladite annexe, le titulaire s'engage à ce qu'elles soient identifiées au fur et à mesure de l'exécution du marché.

En complément de l'article 44 du CCAG-TIC, le titulaire s'engage à informer l'acheteur, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, des connaissances antérieures mises en œuvre pour leur réalisation et du régime des droits y afférent.

Le titulaire s'engage à ne pas incorporer d'éléments dont le régime juridique pourrait faire obstacle à l'exploitation des résultats selon le régime fixé par le présent marché. Le cas échéant, le titulaire remplace à ses frais la connaissance antérieure dont le régime juridique ne serait pas compatible avec celui des résultats.

Les connaissances antérieures de l'acheteur ne peuvent être utilisées par le titulaire que dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le régime des connaissances antérieures du titulaire ou des tiers est prévu à l'article 44 du CCAG-TIC.

8.3 Modifications des résultats

L'acheteur pourra informer le titulaire des modifications qu'il a l'intention d'apporter aux résultats. Le titulaire pourra présenter à l'acheteur ses observations concernant la réalisation de ces modifications, notamment en ce qui concerne leur impact sur la sécurité de fonctionnement du système et sur la responsabilité du concepteur. L'acheteur mettra en œuvre les modifications sous sa seule responsabilité.

L'acheteur pourra accorder au titulaire la libre disposition des modifications apportées aux résultats, sous réserve d'une part du droit des tiers et d'autre part que le titulaire prenne à sa charge les risques et coûts afférents.

Le titulaire est tenu d'informer systématiquement l'acheteur de l'existence de modifications apportées aux résultats, pendant une période maximale de dix ans à compter de la date de notification de la décision d'admission de la vérification du service régulier (VSR) À la demande de l'acheteur, le titulaire fournit une information détaillée, relative aux modifications, dans l'état où elle existe.

Le titulaire s'engage à accorder à l'acheteur la libre disposition des modifications apportées, dans la limite des droits visés ci-dessus, moyennant le paiement de la partie des débours qu'il a engagés pour ces modifications, en proportion de l'usage qui en est fait par l'acheteur.

8.4 Publication des résultats de la prestation

Sous réserve des dispositions relatives à la confidentialité, l'acheteur peut, après avoir obtenu l'accord du titulaire, publier les résultats des prestations ; cette publication doit mentionner le titulaire.

Sous réserve des prescriptions éventuelles relatives au secret des prestations et de leurs résultats, le titulaire peut librement publier les résultats des prestations. Cette publication doit mentionner qu'ils ont été financés par l'acheteur.

8.5 Droits du titulaire

Le titulaire bénéficie des droits prévus à l'article 46.3 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 46.3.1 du CCAG-TIC, le titulaire ne verse pas de redevance à l'acheteur.

8.6 Droits d'auteurs, Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire

L'acheteur n'acquiert pas du fait du marché les droits d'auteur attachés aux résultats, mis au point ou utilisé à l'occasion du marché, ni la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché, ni celle des méthodes ou du savoir-faire.

L'acheteur et le titulaire s'engagent à faire figurer sur toute copie du système et/ou de la documentation associée, les mentions nécessaires à la protection des droits d'auteur et, en tout état de cause, les mentions suivantes : droits réservés et le nom du détenteur desdits droits, l'année de première publication ou d'enregistrement ainsi que le numéro du marché de référence.

Les droits et titres de propriété intellectuelle protégeant les résultats des prestations, ne peuvent être opposés à l'acheteur pour la mise en œuvre des droits qui lui sont reconnus à l'article 8.1.

Le titulaire est tenu de communiquer à l'acheteur, à la demande de ce dernier, les connaissances acquises dans l'exécution du marché, que celles-ci soient protégées ou non.

L'acheteur s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du titulaire comme confidentiels, sauf si ces méthodes et ce savoir-faire sont compris dans l'objet du marché.

Sauf accord particulier, le titulaire s'engage à considérer les méthodes, données, documents et le savoir-faire provenant de l'acheteur comme confidentiels, et ne les utiliser que pour la satisfaction des besoins qui lui sont précisés. Il n'en acquiert pas la propriété du fait du marché.

8.7 Protection des droits de l'acheteur

Le titulaire prend toutes mesures nécessaires auprès des détenteurs de droits de propriété industrielle et/ou de droits d'auteur pour permettre l'exercice des droits reconnus à l'acheteur. Sans l'accord écrit préalable de l'acheteur, le titulaire ne peut :

- ni utiliser des brevets, dessins, modèles ou droits d'auteur dont l'emploi limiterait l'exercice des droits de l'acheteur ;
- ni passer avec un tiers une convention de nature à limiter ou rendre plus onéreux pour le bénéficiaire l'exercice de ces droits ;
- ni aliéner, de façon totale ou partielle, les droits d'auteur attachés aux résultats sans réserver les droits visés à l'article 8.1

Le titulaire s'engage à permettre à l'acheteur et, à la demande de celui-ci, au tiers qui l'assiste le cas échéant, l'accès à tous les éléments réalisés pour le développement des résultats ou utilisés pour ce développement, dans l'état où ils existent et à en fournir la liste exhaustive.

En cas de trouble dans l'exercice des droits visés à l'article 8.1, le titulaire doit, dès mise en demeure, prendre toutes les mesures dépendant de lui pour faire cesser le trouble.

8.8 Garanties contre les revendications des tiers

Le titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété intellectuelle à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation leurs résultats dans les conditions de l'article 46.4.1.1 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 46.4.2 du CCAG-TIC, cette garantie est limitée au montant hors TVA du marché.

8.9 Obligations de confidentialité

L'acheteur s'engage à inclure dans les consultations et dans les éventuels marchés relatifs aux résultats du présent marché, les obligations de confidentialité définies ci-après :

- À considérer comme confidentiels les logiciels et les documents et ne les utiliser que pour l'exercice de ses droits ;
- À obtenir et garantir le même engagement de la part de ses prestataires.

En cas de non-respect par le tiers concerné des règles de confidentialité, l'acheteur et le titulaire prennent toutes mesures dépendantes d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir ou obtenir.

L'acheteur s'engage à exiger du tiers concerné qu'il restitue dans les meilleurs délais, sous son contrôle, la totalité des documents et logiciels reçus.

8.10 Prix de la concession / cession des droits

Sans objet

Article 9 – SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du pouvoir adjudicateur le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par

paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

Article 10 - RESILIATION

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 %.

Article 11 – DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

11.2 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

Article 12 - DIFFERENDS ET LITIGES

12.1 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

12.2 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Pontoise.

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise

2-4 Boulevard de l'Hautil

BP 322

95027 CERGY-PONTOISE Cedex

Téléphone : 01 30 17 34 00 / Télécopie : 01 30 17 34 59

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Article 13 - DEROGATIONS

- L'article 5 du présent CCAP déroge à l'article 4.2 du CCAG-TIC
- L'article 6.1.2 du présent CCAP déroge à l'article 3.4.1 du CCAG-TIC
- L'article 6.4 du présent CCAP déroge à l'article 3.7 du CCAG-TIC
- L'article 6.8 du présent CCAP déroge à l'article 46.4.2 du CCAG/TIC
- L'article 6.13.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC
- L'article 7.2 du présent CCAP déroge à l'article 10.1.1 du CCAG-TIC
- L'article 8.1 du présent CCAP déroge à l'article 46.2 du CCAG-TIC
- L'article 8.5 du présent CCAP déroge à l'article 46.3.1 du CCAG-TIC
- L'article 8.8 du présent CCAP déroge à l'article 46.4.2 du CCAG-TIC
- Les articles 4.4 à 4.7 du CCTP dérogent à l'article 32 du CCAG/TIC
- L'article 4.10 du CCTP déroge à l'article 51 alinéa 1 du CCAG/TIC.